

TABLE RONDS SUR LES RESSOURCES NATURELLES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE : LA RECONSTRUCTION ET LA RECONSOLIDATION PAR LE NIGERIA INSTITUTE OF ADVANCED LEGAL STUDIES COMPLEXE DE LA COUR SUPREME SUR LE 31 MAI 2012.

Le Nigeria est un pays béni avec abondance naturelle et des ressources qui comprend les combustibles minéraux et de roches/pierres ressourcés qui vont de pierres précieuses telles que l'aigue-marine, tourmaline, émeraude, saphir, grenat, rubis, topaze, améthyste, et le zircon ; a l'or conduisissent/ zinc, minéral de fer, charbon, sables bitumineux et plus, qui s'étendent sur le pays, cela ne tient pas énorme du pays conventionnelle de pétrole et de gaz.

Les efforts du gouvernement pour repositionner et revitaliser l'industrie minière, ont place la forte dépendance sur l'attraction de l'investissement [local et étranger] nécessaire pour développer, le sous-secteur, le succès de qui est articulé sur l'existence d'une exploitation minière compétitive et capable de régime d'investissement attirer les investisseurs. Le repositionnement se heurte à des lacunes de minéraux solide du secteur, qui comprend le climat d'investissement défavorable cause par procédure d'autorisation stricte et désordonne le régime clair, le manque de technologie, la mauvaise application et de la politique de la culture/mécanisme et inapproprié et un régime réglementaire. la décennie un examen de l'industrie extractive par la banque mondiale a indiqué un sous-investissement dans le secteur minier solide en partie lié à la récession économique. L'examen a également révélé que les prix des produits de base ont plus que doublé ces derniers temps en raison de la demande des économies émergentes comme le Brésil, l'Inde et la Chine.

Repositionnement du Nigeria Secteur des ressources naturelles est non seulement opportun, mais mettra le pays sur la carte de l'investissement des minéraux solides. Ce qui permettra au pays d'augmenter ses bénéfices économiques et développer son économie lui permettant ainsi de réaliser sa vision 2020 pour objectif de devenir l'un des plus grandes économies par l'année 2020. La table ronde sur les ressources naturelles et économiques : la reconstruction et la reconsolidation a eu lieu et a délibéré sur des questions qui doivent être abordées pour que le pays soit en mesure d'exploiter ce grand potentiel. Les délibérations que nous avons tenues avec une vue de préférer suggestions, sur ce qui pourrait être fait pour atteindre les dits objectifs, qui sont venus par voie de recommandations contenues dans le présent communiqué.

Ce discours examine de façon critique les lois et les politiques régissant le contrôle des ressources naturelles au sein de certaines entités, municipales vis-à-vis des

règles internationales et des résolutions telles que celles de l'organisation des Nations Unies et la convention des nations Unies sur le droit de la mer.

Perspectives pour la table ronde comprenait :

- Aspects juridique de l'exploitation minière artisanale.
- Droit fonciers et l'exploitation de la ressource naturelle.
- Agriculture et sécurité alimentaire, recherche d'alternatives viables.
- Economie d'impression bleu de minéraux solide.
- Contrôle des ressources naturelles.
- Les eaux Internationales et de calcaire.
- L'élevage et l'élevage, un pont de vue de la biotechnologie.

La table ronde observe comme suit :

1. Que le bitume brut est chauffé et dilué par un processus appelé distillation fractionnaire.
2. Que les fractions principales de bitumes [principalement utilisées comme combustible de distillation] comprennent les résidus de bitume le mazout, le kérosène, le naphta, l'essence.
3. Que pierre calcaire est une roche sédimentaire qui se compose de carbonate de calcium ou de carbonate de magnésium qui se présente sous forme de calcite, il pourrait être de roches sédimentaires organiques ou alors que ce dernier vient précipitation chimique du carbonate de calcium dans les eaux.
4. Qu'il ya différents types et variétés de calcaire en fonction de la formation rocheuse. Certains entre eux comprennent la dolomite de la craie, calcaire coquillier, lithographique, oolitique, travertin, tuf, fossilifères, marbre, etc., ils sont transformés et utilisés pour rendre la construction des ménages médicaux et produits de l'agriculture entre autres.
5. Bitume se trouve dans le cas présent le sable présent dans les sédiments du crétacé, supérieurs de la partie orientale du bassin de Dahomey autour de la structure et la crête Okitipupa Ghana, il relie le bassin du Delta du Niger de Lagos à l'Etat d'Edo. Les occurrences de surface bitumineuse de dépôt s'étend de l'est de Ijebu-Ode à Ofosu Village l'Etat d'Edo, alors que ses occurrences de surface sous le long avec des huiles lourdes se trouvent dans la zone côtière et au large des côtes du bassin.
6. Estime des réserves probables de bitume par la méthode de l'exploitation à ciel ouvert au sein de l'Etat d' Ondo dans une zone de km 4.5 x 55 km est de 16 milliards de barils.
7. Estimes des réserves probables de bitume et de pétroles lourds [exploitation minière à ciel ouvert et dans les sites techniques] dans l'Etat d' Ondo dans une zone de km 4.5 x 55 km sont 42 milliards de barils.

8. Reserve probables de bitume et de pétrole lourd dans l'ensemble de 110 x 4.3 km est prévu de doubler celui attendu pour l'Etat d'Ondo, ce qui montre clairement la valeur du bitume non seulement comme source de carburant de loi sur passer par le processus de distillation rigoureux, mais aussi comme une source de matière du droit pour certaines industries vitales.
9. Il existe différents types/variétés de calcaire en fonction de la roche formation. Certain d'entre eux comprennent la dolomite, de la craie, calcaire coquillier, lithographique, oolitique, travertin, tuf, fossilifère, le marbre etc. ils sont transformés et utilisés pour faire des ménages, médicale, de la construction, et des produits agricoles entre autres.
10. Une étude de faisabilité sur l'exploration, développement, le transport et le raffinement de sables bitumineux indique une réserve de ressources de plus de 13 milliards de barils d'équivalent pétrole.
11. Bitume comme une des ressources naturelles est classé comme combustible minéral au Nigeria et elle est régie par la politique nationale sur les minéraux solides.
12. Promulgation de la loi d'un nouveau minéral et l'exploration minière acte, 2007 est d'assurer la sécurité de la tenure, la concurrence des conditions fiscales et l'encouragement d'une industrie dirigée par des investisseurs privés.
13. Que les efforts antérieurs du gouvernement à attirer les investissements dans le segment des huiles minérales sont avérées infructueuses en raison de plusieurs facteurs, y compris, le manque de financement, la technologie, la vente difficile et procédure d'achat qui fait de la participation difficile, manque d'infrastructures pauvres, le contrôle des changes rigoureux la réglementation qui a entravé libre de la finance internationale, le manque de responsabilité dans les dépenses du gouvernement politique/économique l'instabilité et la capacité technique.
14. Il est cependant nécessaire de souligner en ce temps là que le Nigeria a un grand marché intérieur pour les ressources minérales, et si elle est bien exploitée correctement, il amènera l'augmentation du bénéfice nationaux, créer des emplois, fournir les matériaux les plus nécessaires premières pour les industries respectives qui ont été mentionnées plus tôt et apporter la richesse et le développement en ligne avec les projets désirés des gouvernements de développement communautaire par les investisseurs ainsi que l'emploi pour les habitants comme prévu par section 116 des minéraux et m.
15. La valeur économique de calcaire ne peut pas être sur estimée. Il contribue, par exemple, environ 1 milliard de dollars à l'économie de l'Etat du Missouri aux Etats-Unis d'Amérique.
16. La bitume et le calcaire sont à la fois des ressources minérales non pétrolières qui ne sont pas seulement disponibles au Nigeria, mais sont

également capables de contribuer beaucoup à ce pays le GDP et les revenus nationaux. Tandis que le bitume est une ressource en gaz non-pétrolières naturelles, il est cependant une huile minérale qui est polyvalente et peut être converti en plusieurs matières premières qui peuvent être utilisées comme aliments dans plusieurs industries.

17. Avec la quantité de travaux en cours dans le pays, et le montant nécessaire pour le développement. Il me fait aucun doute qu'un énorme marché local existe pour le bitume dans l'industrie de la construction, sans même mentionner le marché international qui existe pour ces ressources et de produits en particulier par exemple dans des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil etc.
18. Le grand réseau routier local dans le pays à la fois [goudronnée et non goudronnée] est aussi un marché potentiel pour le bitume sous la forme de goudron pour la construction routière, même possibilité existe aussi dans le marché international à la fois pour le brut et le produit fini. Le Nigeria peut capturer plus de revenus par l'approvisionnement et le traitement du bitume dans les raffineries du pays en plus de la raffinerie de Kaduna.
19. Le bitume et le calcaire sont différents dans le sens que le premier est une huile minérale tandis que le second est une roche. Ils sont semblables en ce sens qu'ils sont polyvalents et peuvent produire plusieurs produits et matières nécessaires pour faire de nombreux produits. C'est une force qui doit être exploitée et gérée efficacement. C'est seulement quand celle-ci est faite que la valeur économique substantielle de ces ressources naturelles peut être réalisée pour attendre la croissance et le développement.
20. La mise en œuvre du programme de transformation de l'administration actuelle est ancrée sur trois plans à moyen terme de mise en œuvre nationale et de la poussée globale de l'ordre, du jour est de réorganiser ou de la réforme du mode d'exploitation de nos ressources naturelles telles que les activités productives sera le secteur privé à conduire tandis que le gouvernement de fournir un environnement favorable aux entreprises dans lesquelles les entrepreneurs peuvent s'épanouir.
21. Quel cette réforme économique est une accumulation sur ou de renfort d'un processus qui a commencé avant le lancement de l'appropriation nationale économique et stratégie de développement [NEEDS] En 2004.
22. Le gouvernement se lance dans la reconsolidation de l'économie de la nation processus de réformes en vue de faire rapidement la réalisation des objectifs souhaités d'un système politique transformé.
23. Que avant ces réformes économiques, l'exploitation des ressources naturelles du pays, ou dans le langage plus, les activités productives du secteur, réel ont été entrepris par l'État aux côtés du secteur privé dans de nombreux domaines.
24. Qu'il existe plusieurs ressources naturelles déficientes dans des pays qui ont atteint une croissance économique phénoménale comme le Japon, le Singapour, Hong

- Kong, Suisse, etc. et tout cela est fonction de l'efficacité de leur gestion, est c'est ce que le programme de transformation en cours vise à consolider.
25. Que les ressources naturelles peut être considérée comme condition nécessaire mais non suffisante pour la croissance économique, mais beaucoup, plus important est l'efficacité de leur exploitation.
 26. Que, bien que les ressources en combustibles fossiles de la zone est exploitée, la ressource halieutique dans cette vaste étendue d'eau est encore à exploiter dans la pêche industrielle du pays sous-secteur.
 27. L'entreprise des festivités autochtones chalutage est à peine de rayer la surface de cette mine d'or, à l'avantage économique de leurs homologues dans des pays comme la Norvège, que l'ambassadeur de la Norvège a récemment révélé, l'importation du Nigeria annuelle de poisson de la Norvège est 700 million de dollar – pour servir un marché aux poissons de 1 milliard de dollar intérieur.
 28. Le pays disposés de 34 minéraux solide allant de combustibles fossiles et minéraux radioactif à métalliques et non-des minéraux métalliques.
 29. Que, compte tenu de ce potentiel, les objectifs de gouvernement dans le secteur minier solide comprennent, organiser, soutenir, aider, et les petits exploitants, la fourniture de services de vulgarisation pour coopératives minière sur l'exploration, l'exploitation, la transformation des minéraux, l'esprit d'entreprise, formation, gestion de l'environnement, la santé et les questions de sécurité, en facilitant des relations saines entre les mineurs et d'accueilli communautés, l'enregistrement et l'administrative des coopératives minières et minérales, centre achat de préparation et de rendu des dossiers, des rapports et déclarations sur l'exploitation minière artisanale et petit échelle, etc.
 30. Solide minéraux et autres ressources telles que les ressources végétales ou du forêt exigée sur le type de terre ou d'autres pour leur exploitation économique.
 31. L'état des choses est en grande partie attribuable à un manque de confiance des investisseurs que les investisseurs étrangers considèrent toujours le climat d'investissement en grande partie peu propice et le régime minier pas assez compétitive pour faire de Nigeria une destination minière faveur.
 32. Tendances de l'industrie partout dans le monde indique que les campagnes minières internationales sont déclinantes plutôt que l'expansion de leurs opérations. Majeurs minières ont dans la dernière décennie et demi ont tendance à concentrer leur activités d'exploration et de développement relevant de la compétence traditionnellement reconnue pour l'exploitation minière comme l'Australie, le Canada, les États-Unis d'Amérique et l'Afrique du sud.
 33. Le classement du Ghana, la Tanzanie, Mali, Burkina Faso, Zambie, Botswana, Afrique du sud, la RDC [Congo] et le Zimbabwe par le rapport de l'Institut

2004/2005 fraster en tant que destinations minière favorable en Afrique signifie seulement que les investisseurs continuent à préférer ces juridictions sur le Nigéria qui n'a même pas été classés.

34. L'exploitation minière et artisanal petit [ASM] bien qu'illégale, fournit des moyens de subsistance et d'emploi pour des milliers de personnes, et de leurs familles et aussi de générer des revenus.
35. L'incapacité des mineurs artisanal d'apporter leurs opérations dans les secteurs formel a crée le problème illégalité longtemps associe a l'activité dans de nombreux pays en développement sur tout en Afrique ou elle est très répandue.
36. L'exploitation minière artisanale est connue pour être une des questions complexes qui touchent beaucoup de pays les plus pauvres de la planète et les communautés. Son attrait réside cependant dans sa capacité à générer de la richesse pour les gens qui souvent n'ont pas d'autres moyens de subvenir a leurs besoins.
37. Que les mineurs artisanale n'ont pas pu apporter leurs opérations dans le secteur formel.
38. Que les mineurs artisanale, qui peuple le pays, ne peuvent pas réaliste de s'attendre à se conformer aux exigences d'entrée de l'industrie minière sans une certaine forme d'appui institutionnel qui est complète par une législation appropriée qui fenne compte de leurs particularités.
39. Les minéraux et des mines de 1999 acte qui jusqu'à récemment était la législation principale du Nigéria dans le secteur solide des minéraux sous, a fournit que toute forme d'exploitation minière effectuée sans le permis, une licence requise ou bail consent a cette fin, par la personne autorisée ou organisme du gouvernement est illégal. L'acte a procédé a fixer des conditions complexes qui doivent être remplies avant que les titres minières prévues en vertu de cette loi peut être accordée.
40. A renforce l'importance de l'exploitation minière comme une réduction de la pauvreté stratégie, la gestion durable des ressources minérales du projet a été lance avec l'aïds de la Banque mondiale en 2004 pour fournir a long terme, prêts a faible intérêt pour le secteur par des versements étendue de crédit facile, remboursable sur 35 périodes d'un an, le Nigeria espère réduire la pauvreté dans communiâtes miniers et de réaliser une économie diversifiée.
41. Que, malgré le fait, les activités de l'exploitation minière artisanale et a petite échelle [ASM] ont grandement contribue a des gains de revenus de nombreux pays, il est par exemple, a signale que, en Tanzanie, 70 pour cent des exportations de minéraux tous les gains [\$49 million] en 1992 provenaient de l'exportation minière petite.
42. Il est signale que l'organe internationale du travail sur les estimations échelle mondiale qui 13 million personnes sont directement engages dans de

petites activités minière a travers le monde, principalement dans les pays en développement, et les moyens de subsistance de quelques autres de 80 a 100 million de personnes sont touches par elle

43. il est évident que les minéraux sont utiles économiquement que si suffisamment concentre dans l'environnement dans lequel ils se trouvent
44. Dans l'année depuis 1999, le Nigéria a déployé d'importants incitatifs pour les investisseurs existants et potentiels dans le secteur minier. Ajustements budgétaires comprennent la coupe vers le bas sur les plus-values et les profits des entreprises taxes, augmentation des allocations de capitaux, ainsi que d'un congé fiscal de trois ans pour de nouveaux projets minier. Exonérations fiscales supplémentaires ont été introduites pour renforcer et stimuler l'exploration et la prospection de minéraux solides.
45. A renforcer l'importance de l'exploitation minière comme une réduction de la pauvreté stratégique, la gestion durable des ressources minérales du projet a été lancée avec l'aide de la Banque Mondiale en 2004 pour fournir à long terme, prêts à faible intérêt pour le secteur. Par des versements étendus de crédit facile, remboursable sur 35 période d'un an, le Nigeria espère réduire la pauvreté dans les communautés minières et de réaliser une économie diversifiée
46. Les mines d'étain est le secteur qui a un énorme potentiel d'expansion dans une telle région de chose.
47. Que les défis auxquels fait face l'aspiration minière du Nigeria figurent la hausse de la productivité à l'échelle artisanale et petite exploration minière à travers le processus socialement et écologiquement rationnelle, diversification de l'économie en permettant aux communautés et la consolidation de minière, le développement d'institutions publiques minières qui travaillent efficacement dans une moins transparente et modernisée, restructurée pour traiter les lacunes administratives et de promouvoir des Institutions le renforcement des capacités par le biais des meilleures pratiques internationales, en facilitant une meilleure coopération entre les secteurs public et privé pour renforcer
47 l'infrastructure minière, le développement de la cartographie géologique et d'évaluation de la base minérale et système d'information spécialement conçu pour promouvoir l'investissement et les exportations, l'élaboration efficace de suivi et d'évaluation des systèmes qui peuvent suivre simultanément plusieurs programmes et de préciser les interventions nécessaires, les redirections de la politique et des mesures correctives d'une manière globale et en temps opportun.
48. Le secteur de l'acier en particulier, reste dans le coma ainsi que la combinaison de la mauvaise gestion, la corruption, la médiocrité des infrastructures, les politiques gouvernementales inconsistantes et le manque

de capacité humains adéquats a étouffé la croissance significative dans ce secteur.

49. Gisement minéraux solide d'une importance économique qui induisent l'or, le fer le minerai, la cassitérite, colombite, wolframite, pyrophore, la monazite, le marbre, le charbon, le calcaire, argiles, de barite, de plomb – zinc, etc. se produite dans différents segments géologiques du Nigeria et en effet, chacun des 36 états fédérateurs et le FCT a une part équitable de l'inventaire minéral solide de la nation comme le montre le plan ci-dessous.
50. Données reçues par ceux qui ont rédigé le bleu priant par le bureau national des statistique [NBS] n'ont pas été correctement ventilées [par ex métaux a base regroupés en un seul group], ce qui limite leur utilité a des fins analytiques.
51. Données sur le volume de la production et les exportations provenant de la banque centrale de Nigeria [CBN], ont été jugées incompatibles logiquement.
52. Les données sur les minéraux et la production de métaux pour les années 2000, 2004, 2005, 2006 et 2007 semblait avoir été répétée, par erreur ce qui rend donc l'ensemble des données inexacts et les données obtenues étaient également incomplète car la CBN a données pour seulement cinq des 29 produits.
53. Estimation de la demandé locale ne sont pas fiable dans les rapports obtenus a la fois du CBN et NBS donc le group a décidé de s'appuyer sur des données obtenus du ministère des mines d'inspection du ministère des mines et des aciers et métaux ferreux qui est la principale source de données idéales tant pour le CBN et les NBS. Données abstenues, a partir de ces sources étaient incomplètes et le groupe a noté que les capacités de collecte de données des deux entités a été très limitée
54. Il n'y a pas de données disponibles sur la demande d'acier locale parce que le ministère en acier et non ferreux métaux développement est encore a mettre en place une unité de statistique
55. En 1971 la politique de gouvernement sur les minéraux et les métaux a été radicalement revue. Le gouvernement Nigéria a décidé d'agir comme catalyseur dans le secteur minier a travers la mise en place des sociétés minières qui permettrait d'utiliser des fonds publics pour l'exploitation minière.
56. La nouvelle politique du gouvernement a également donné lieu a l'acquisition d'actions de 60% dans les entreprises expatriées grandes mines d'étain sur le plateau, ce qui provoque le retrait a grande échelle des investissements étrangers dans l'industrie et un ralentissement de la production. Avec la sortie

des entreprises multinationales et de minéraux sont exploitées, la mise en place d'un cadre institutionnel pour la production, le stockage et la diffusion de l'information géologique et minière, la fourniture de garanties claires pour la santé, la sécurité et l'équité intergénérationnelle en ce qui concerne l'environnement, et la fourniture de règles pour la succession et la transférabilité des titres miniers.

57. Les développements récents dans l'industrie ont été façonnés par la volonté du gouvernement fédéral de se recentrer sur les secteurs des minéraux et métaux dans le cadre de sa stratégie visant à diversifier l'économie nigérienne et la dépendance sur les ressources pétrolières
58. Les réformes engagées dans le secteur minier notamment des réformes institutionnelles et législatives qui sont au cœur de ce qui est l'abrogation de la loi et l'exploitation minière 1999, et promulgation de la loi sur les mines et minéraux 2007. Le nouveau cadre législatif est basé sur les meilleures pratiques internationales et calqué sur un certain nombre de juridictions minières réussies. Les caractéristiques importantes de ce cadre de travail sont, la promulgation de lois transparentes des règlements et des lignes directrices pour la réglementation de l'industrie, la création d'un régime fiscal favorable sera être bénéfique pour les détenteurs des titres miniers, le gouvernement et les communautés visant sur la terre ou les minéraux sont exploitées, la mise en place d'un cadre institutionnel pour la production, le stockage et la diffusion de l'information géologique et minière ; la fourniture de garanties claires pour la santé, la sécurité et l'équité intergénérationnelle en ce qui concerne l'environnement, et la fourniture de règles pour la succession et la transférabilité des titres miniers.
59. En raison de la nature à haut risque de l'activité exploratoire et ses coûts associés, mobiliser des financements pour le développement des ressources minérales reste un problème fondamental limitant la croissance dans l'industrie.
60. Au Nigeria, des années de sous-investissement dans le renforcement des capacités a conduit à une mort de personnel de qualité dans tous les segments de l'industrie de règlement d'administration, la recherche, la formation aux opérations.
61. Presque tous les principales matières premières nécessaires à la production d'acier sont disponibles localement, et la relance du secteur sidérurgique aura un effet multiplicateur sur l'exploration et l'exploitation du minerai de fer, charbon, calcaire, etc.

62. Une industrie sidérurgique dynamique primaire augmente l'activité amont en encourageant l'exploration et l'exploitation minière a augmente de matières premières minérales comme le minerai de fer, le charbon, le calcaire et le manganèse pour n'en citer que quelque – une, tout en renforçant les activités en aval telles que le traitement des métaux, et de créer un effet d'entraînement par l'intermédiaire du l'utilisation de produits d'acier dans les secteurs pétrolier et gaz, l'énergie, de transport et de la fabrication.
63. Depuis l'introduction du programme d'ajustement structurel (PAS) a la mi 1986, le gouvernement fédéral par l'entremise de la commission national de planification a intégré dans son commerce des plans de roulement et des mesure libéralisation de paiement visant a atteindre la PAS objectives.
64. La déréglementation du secteur minier en vertu de la promotion de l'investissement décrets conseil Nigéria de 1995 permet a 100% la propriété étrangère de l'exploitation minière et d'autres entreprise connexes
65. La propriété a été définie comme le droit absolu de la terre, ou en d'autres termes la totalité ou l'ensemble des droits d'une personne au-delà de toute autre personne ou une chose.
66. La constitution de la République Fédérale du Nigeria [CFRN] 1999 telle que modifie confère une compétence exclusive sur l'état du Nigeria a posséder, contrôler et réglementer les activités d'exploitation de minéraux, huiles le minérales, et de ses sous produits.
67. 35% de l'approvisionnement en viande de la nation viennent seuls des moutons
Et des Chièvres pour ne pas mentionner les fournitures de bovins, de porcs et la volaille
68. Incapacité à répondre aux demandes de la protéine animales ont abouti a l'importation continue de produits d'origine animales, avec ou sans autorisation officielle.
69. FAO et l'Association médical britannique a recommande un minimum d'environ 56g & 68g respectivement de l'apport en protéines par personne et par jour pour être compatible avec la bonne sante.

70. Plus Nigérian consomment moins de 10% de protéines par personne et par jour de sortir dont seulement environ 3.2g de protéines animales est comparée a la dose quotidienne recommandée de 28g
71. l'exportation de matières premières industrielles de source animale se traduit naturellement a d'énormes recettes en devise pour les pays exportateurs. .
72. L'élevage terme se réfère a l'élevage, l'alimentation et de la gestion des animaux domestiques ou du bétail pour les animaux domestiques ou du bétail pour la production de fibres, la nourriture, le travail et le plaisir.
73. Les pays en développement ont 70% de la population, mais ne produisent que 40% de l'approvisionnement alimentaire.
74. 1952, l'assemblée général a affirme que les pays en développement avaient le droit de déterminer librement l'utilisation de leurs ressources naturelles et qu'ils devraient utiliser ces ressources pour réaliser leur plans de développement économique en conformité avec leurs intérêts nationaux particuliers
75. Les ressources naturelles ne se limitent pas au pétrole et au gaz seul. Par conséquent, l'appel pour le control des ressources ou Nigeria n'a pas seulement à voir avec le pétrole et le gaz.
76. Selon la convention des Nations Unies sur le droit de la mer [UNCLOS] 1988, le caractère universel, et mondial des ressources naturelles trouve un appui dans l'autorité fond de la mer. Il est à l'effet que la surface du lit de la mer et ses ressources devraient être développées pour le bénéfice de toute l'humanité.
77. Si l'autorité fond de la mer est applicable uniquement aux ressources naturelles qui se trouvent sous la mer, le même principe est applicable par analogie a ces ressources naturelles qui se trouvent sur les terres, qui est les ressources sur les terres doivent être développées pour le bénéfice de toute l'humanité.
78. L'assemblée général de l'organisation des Nations Unis en 1952 a affirme que les pays en développement avaient le droit de déterminer librement l'utilisation de leurs ressources et ces ressources devraient être utilisées pour réaliser leurs plans de développement économique en conformité avec leurs intérêts particuliers.
79. Le control des ressources n'a pas seulement suscite beaucoup de controverse ou Nigeria, il a également suscite la controverse dans d'autres pays du

monde, qu'ils soient développés ou sous - développe. Par exemple, selon Alastair R. Lucas, le développement juridique a recentré le débat sur l'état des allouées des ressources naturelles que le droit en Lambeaux au Canada durant la première partie de la décennie.

Egalement aux États-Unis. Jan G. Le bitos et Donald N. ont fait savoir que la propriété des ressources suit la propriété des terres, qui est, le propriétaire du terrain est également propriétaire des minéraux qui peuvent être trouvés a. Séparés intérêts juridiques peuvent cependant être créés dans les valeurs foncières différentes, par exemple, un propriétaire peut détenir des droits de surface tandis que l'autre détient tout ou partie des droits minéraux. Le gouvernement ne revendique pas la propriété des ressources naturelles, sauf à ceux trouvés sur les terres du gouvernement. Une exception à cette règle est toutefois la propriété des eaux ou les ressources sont déclarées être des biens publics.

Au Royaume -Uni, Brian Youngman dit que travailler minérales est régi par trois principes essentiellement de la Common Law. Minéraux d'abord, non-travaillés se trouvant dans leur position naturelle et les conditions sont un sujet de la propriété privée. Seconde, en général, le propriétaire de la surface, le troisième, le propriétaire de ces minéraux est droit de les exploiter au mieux de son sujet avantage aux contraintes imposées par la loi. En Norvège, la position a été décrite par mestad da at-il dit que, historiquement, l'utilisation des rivières et des cascades pour les productions d'électricité a été la zone la plus importante intervention de l'État.

Le droit d'utiliser les ressources en eau a été dévolu au propriétaire des terres, mais aujourd'hui, l'intérêt juridique et commercial se rapportent principalement à l'étendue de pouvoir de l'État pour réglementer et acquérir bénéfice nationales, de pétrole et de ressources dans le cadre du secteur norvégien du plateau continental.

80 L'économie d'aujourd'hui le Nigéria est plus de 90% dépendant des ventes de pétrole brut qui sont explorés dans la région du Delta du Niger au Nigeria.

81 La propriété de ressources minérales varie d'un pays à l'autre, tout dépend de la législation d'un pays et dans certains cas, une pratique acceptée.

82. Dans les pays socialistes, il est habituel que la propriété des minéraux dévolus a l'Etat. Par exemple, la constitution soviétique prévoit que la terre, ses minéraux, eaux, forêts, moulins, des usines, des mines sont propriété de l'Etat.
83. Dans les pays en développement, il ya une réticence générale à placer les huiles minérales des ressources a la disposition des individus. La loi sur le pétrole Libyen est encore plus catégorique, il prévoit que tous les produits pétroliers dans ses strates naturelles sont la propriété de l'Etat et personne ne peut explorer ou exploiter sans permis ou de concession. De même aussi les mines et les minérales Zambiennes lois n°32 de 1976 et des mines et de la loi sur minérale du Botswana qui sont acquises a la propriété des minéraux dans l'état.
84. Droits de surface des terres telles que les cultures de rente, les étangs et ainsi de suite et la propriété des terres entourant et en offrant un soutien aux huiles minérales au Nigeria ont été soumis a des tenures foncières locales qui varient d'une partie du pays a l'autre jusqu'à l'avènement de la terre utiliser la loi en 1978.
85. L'une des premières Lois d'expropriation est la Loi sur les minéraux de 1946 qui les lois relatives aux minéraux consolides miner. La loi a également investi le contrôle de tous les minéraux à l'état. Nonobstant les dispositions de la présente loi, la cour suprême a confirme les droits des habitants des eaux de la marée dans *Adamo Adeshina C. Lemonu Lamidi* [1965] 4 ANLR ou le tribunal a déclare qu'il ne pense pas que le droit de pêche du public a été touche par l'ordonnance. Cette décision a été réaffirmée dans *ELE [Nigeria] Limited* [1994]4 NWLR [pt. 350] 250.

86. La loi sur le pétrole de 1969 a également investi la propriété de toutes les recettes onshore et offshore a partir des ressources pétrolières dérivable de gouvernement fédéral.
87. La constitution de 1999 dans la Section 162(2) confère également au propriétaire de tout le pétrole extrait de Niger-Delta ainsi que le produit provenant du même sujet sur le gouvernement fédéral.
88. La loi sur le pétrole définit plateau continental a dire les fonds marine et leur sous-sol de ces zones sous-marines adjacentes a la cote du Nigeria, dont la surface se trouve a une profondeur ne dépassant pas deux cents mètres sous la surface de la mer, a l'exclusion tant de ces zones que se trouve ci-dessous les eaux territoriales du Nigeria.
89. Comme l'a observe R.R Churchill et A. V. considère comme du territoire de d'Etat côtier. Droit à toutes les ressources naturelles du lit ne cependant attacher a l'Etat côtier.
90. Découlant de section abroge 140 (6) de constitution de 1963, le plateau continental être physiquement et géographiquement identifiée avec Région ou l'Etat ou se trouve même dans le but de la réserve a l'article 162 (2) de celui-ci, ainsi que le plateau continentaux investi dans le gouvernement militaire fédéral par décret a de 1971 n'a pas physiquement remodeler sa nature, son caractère d'origine et l'emplacement, il est seulement l'exercice de la propriété et le contrôle des minéraux dans régions ou Etats par le gouvernement fédéral militaire.
91. La constituions de 1999 a adopte pas moins de 13% de dérivation sous la condition de l'article 162 (2).Il était en ligne avec ce que le procurer général de la fédération intente une action contre tous les 36 Etats de la fédération pour la cour de faire une déclaration de la frontière pupille de la mer

d'un Etat riverain dans le pays dans le but de calculer le montant des recettes provenant du compte du gouvernement fédéral directement a partir des ressources naturelles issues de cet état conformément a la disposition de l'article 162 (2) de la constitution de 1999. Cette action n'a rien a voir avec l'appel pour le contrôle des ressources par les populations Delta du Nigeria.

92. Des articles 134 de la constitution de 1960 et 140 de la constitution de 1963 qui prévoyait pour la dérivation minérale de 50% au titre des redevances a l'états ou régions ont été annulées par le gouvernement militaire du général Yakubu Gowon [Rtd]. En conséquent le sous développement de Delta du Nigeria.
93. Les eaux territoriales, la zone contiguë, zone économique exclusive et le plateau continental du Nigeria sont clairement exclues du calcul de la dérivation de 13% cependant Ogundare JSC a fait observer que c'est l'absence dans la fourniture constitution de 1999 similaire a sous – section 134 de la constitution de 1960 qui a donne lieu au dispute résultant dans le cas.
94. Nonobstant, la cour suprême a confirme encore l'extension de l'arrêt d'inclure 299 mètres de profondeur dans isobathes A. G. Adamawa C. Fédération AG.
95. Il y a un besoin urgent de diversification comme un récent rapport réalisé par BP a indique que cela prendrait 29 ans pour épuiser les réserves de la preuve du Nigeria.
96. L'utilisation des terres Loi gilets propriété des minéraux ou des ressources naturelles sur le gouvernement fédéral, même si la terre est positive avec l'occupier, cet est contre le principe de Quicquid solo cedit plantatur.

97. Depuis lors, la loi de 2000 sur NDDC a été adoptée dans la loi, seulement 10% au lieu de 15% à la commission.
98. Depuis le 29 mai 1999 lorsque la constitution est entrée en vigueur, l'Assemblée nationale a été incapable d'adopter une formule de nouvelles recettes que prescrit en vertu de l'article 162 (2) de la constitution de 1999.
99. Le département des ressources pétrolières récemment admis que le gouvernement jusqu'à ce jour n'a toujours pas de l'équipement standard de la surveillance et la mesure de la quantité de pétrole brut produit au Nigeria et cela est responsable pour la perte de 7 milliards de dollars US chaque année pour les voleurs de pétrole.
100. Dans près d'un siècle de l'application du droit des brevets au Nigeria un brevet unique de l'origine du Nigeria sur le dossier est sorti de ses puits énormes et presque inépuisable de ressources naturelles.
101. Le sujet du brevetage des ressources naturelles est non seulement essentiel au développement, mais aussi est devenu un sujet contemporain de global, dimension juridique, socioculturelle et ethnique.
102. La nécessité de protéger et d'améliorer la protection et la conservation des ressources est à la charge de la préoccupation largement répandue que l'octroi de brevet pour des formes de vie et de minéraux génétiques peuvent encourager multinationale compagnie d'exploiter les ressources naturelles d'un pays sans l'autorisation et la reconnaissance de ou de récompense dans ce pays.
103. 1946 projet de déclaration sur les droits et les devoirs des Etats définit sovereignty que la capacité de l'état de pourvoir à son bien-être et le développement, de la domination des

autres Etat, pourvu qu'elle ne porte pas atteinte ou atteinte a leurs droits légitimes.

104. Selon Hugo Grotius, poissons, oiseaux et animaux sauvages sont soumis a la propriété privée tous ceux qui les saisit et maintient une possession ininterrompue et perpétuelle d'entre eux, ils peuvent devenir l'Object de la propriété privée.
105. Il est nécessaire pour le droit International sur la pêche parce que le monde entier depuis 1974, la proportion de stocks sous – exploites et modérément exploites a chute de 40% en 1974 a près de 23% en 2005. De même, les stocks surexploites et épuisés est passée de 10% en 1974 a environ 25% dans le début des années 1990 ou il s'est stabilise jusqu'à la date actuelle. La proportion de stocks pleinement diminue d'un peu plus de 50% en 1974 a près de 45% en début des années 1990, mais plus tard a augmente a 52% en 2005. Au Nigeria, l'état des ressources halieutiques marines reflète la tendance mondiale.
106. Un droit international sur la pêche est nécessaire en raison de la nécessité d'éviter les tensions et les conflits entre les Etats côtiers qui menacent la paix et la sécurité mondiales, c'est-a-guerre de la morue entre le Royaume-Uni et l'Islande pêches compétence.
107. La surpêche est la principale raison de la forte volent de la communauté internationale à la mode d'une communauté internationale acceptable à la mode un régime acceptable internationale sur conservation et la gestion des ressources halieutiques dans les eaux internationales.
108. Au cours de la pêche est causée par une augmentation dans le règlement de la population, la pauvreté et des zones côtières et ainsi de suite.

109. La source du droit international des pêches loi consistent des sources traditionnelles du droit international ancre dans l'article 38(1) (ca) de la statue de la cour internationale de justice.
110. La convention des nations Unies sur le droit de la mer 1982, ne prévoit états avec des actions alternatives en cas de coopération échoue.
111. L'objectif de l'accord de 1993 visant à promouvoir le respect de la conversation internationale et des mesures de gestion par un bateau de pêche sur l'accord de conformité de haute mer est d'arrêter le changement de pavillon des navires de pêche par ceux qui ont l'intention de se soustraire a des mesures internationales de conservation.
112. Le code de la FAO dispose de dix objectifs, dont trois ont une grande influence sur le développement de lois nationales et internationales sur la pêche. Ces sont :l'établissement de principes et critère pour l'élaboration et implémentation des politiques nationales sur la conservation et le gestion des ressources halieutiques ; servir comme instrument de référence pour la mise en place, et la mise en œuvre de cadre juridiques et institutionnels sur la pêche responsable ; fournir des orientations pour la formulation et la mise en œuvre de tous les formes de coopération internationale accord de pêche.
113. Le changement climatique menace de détruire de nombreux stocks de poissons des populations soit directement ou par l'intermédiaire de rendre la gestion des conversations inefficaces récolte basée sur les mesures adoptées dans le LOSC, la FSA et le code.
114. Au Nigeria, les poissons contribuent 28% de la consommation de protéines animales de la population. Le secteur de la

pêche industrielle a un effectif de 80,000. Le Nigeria a exporté environ 7.000 tonnes de crevettes valeur de US \$53 millions en 2004 et le commerce d'exportation émergents poissons vivants a été évaluée a US &300.000, ce qui rend la pêche le deuxième plus haut salarie de change pour le Nigeria après le pétrole.

115. Le Nigeria a ratifié le LDSC, la FSA a accepté le code de la FAO. Le Nigeria n'est pas une partie a l'Accord de conformité et de l'Accord 2009.
116. La zone Economique Exclusive Loi cap E17 LFN 29004 et les eaux territoriales loi cap T5 2004 sont la preuve du respect du Nigeria avec la délimitation des mers dans le cadre du LDSC.
117. Une analyse critique de la loi sur les pêches de la mer et de sa réglementation connexe révèle que les mesures de conservation et de gestion telles que l'enregistrement et l'autorisation des bateaux de pêche a moteur, d'une licence unique but, et la restriction sur la taille des navires, entre autres sont loin en intégrant des éléments de base de précaution et des approches ecosystemiques qui sous – tendent la stratégie contemporaine de la conservation et la gestion des ressources naturelles.
118. A l'heure, la sur pêche est la principal facteur responsable de l'état déplorable des ressources halieutiques marines a l'échelle mondiale et au Nigeria.

Recommandations

- (1) La Politique nationale sur les minéraux solides devrait être reforme pour parvenir a une augmentation substantielle de la contribution au PIB du secteur des minéraux, de générer la qualité des données des géosciences, de formaliser artisanale et a petite échelle minières

(ASM) des opérateurs des opportunités d'emploi, créer de la valeur ajoutée, d'accroître les possibilités de renforcement des capacités dans le secteur des minéraux solides.

- (2) Que la pierre à chaux devrait être utilisée pour générer des revenus à la fois localement et internationalement par la fourniture de stocks d'alimentation pour les différentes industries.
- (3) Le gouvernement devrait donc consolider les réformes économiques qui ont ouvert l'espace économique plan comme le moteur de la croissance tandis que le gouvernement fournit un environnement propice.
- (4) Le gouvernement devrait faire minière à gérance échelle artisanat et à petite (ASM) durable ou de minimiser les effets destructeurs.
- (5) Le gouvernement devrait adopter les meilleures pratiques internationales qui ont été développées, adoptées et mises en œuvre dans d'autres régions minières.
- (6) Il être réalisé grâce à la reconnaissance formelle de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM) dans la politique.
- (7) Le Nigeria devrait promulguer une législation appropriée qui tienne compte des particularités de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM), en particulier la simplification du renouvellement de licences.
- (8) Fourniture de services de services de soutien appropriés. Sous forme de techniques de savoir – faire et l'acquisition d'une technologie appropriée.
- (9) Nigeria devrait fournir des études de ligne de base, la fourniture de lapidaires/services de laboratoire, appellations d'exploitation minière spéciale artisanale et à petite échelle (ASM) du site.
- (10) Le Nigeria devrait organiser la coopérative minière et la mise en place de centres d'achat dans la zone où l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM) qui prévalent.

- (11) Le climat de l'investissement doit être évalué et constamment réévalué afin de s'assurer que les facteurs qui militent contre l'attraction de l'investissement dans le secteur minier sont abordés de façon à faire du Nigeria une destination minière favorable.
- (12) Avoir échoué depuis plus de deux décennies dans sa quête pour développer l'industrie sidérurgique, la vision 2020 fournit une plateforme viable au Nigeria pour finalement renverser les fortunes de l'industrie et de lancer le pays sur la voie de l'industrialisation. L'objectif pour 2020 est de réussir à émuler des pays comme la Chine, l'Inde, Corée du Sud, dont la transformation en provenance des pays du tiers monde vers les pays développés était attribuable dans une large mesure à théories sucées dans le développement des industries viables et le fonctionnement de l'acier et de fer.
- (13) La stratégie recommandée est ancrée sur l'amplification significative de la capacité du Nigeria de production d'acier et le volume de la production d'acier entre 2010 et 2020. L'objectif est de faire croître la consommation d'acier par du capital d'environ 9 kg à 100 kg en 2020, et atteindre la capacité de production locale de 12,2 millions de tonnes par an d'ici 2020.
- (14) Relancer le secteur sidérurgique en développant des liens profonds avec tous les autres secteurs est essentiel pour les minerais et des métaux pour atteindre le niveau désiré de l'impact sur l'économie nationale.
- (15) Pour atteindre cet objectif, il est important que les efforts actuels relancés du secteur soient axés sur l'achèvement, la mise en service et le début des opérations à la fois Ajaokuta Steel Ltd entreprise (ASCL) et la compagnie nigérienne de fer extraction de minerais (NIOMCO) d'ici 2011. La stratégie recommandée est de parvenir à l'entrée en vigueur initiale grâce à un financement du gouvernement dans le court terme, avant la reprise de la privatisation. Lors de la réalisation de cette pierre mile, le processus de privatisation peut alors commencer avec le but d'attirer de nouveaux investissements pour l'expansion des capacités au ASCL (2^e 3^e phases des 5,2 million tonnes) et le développement de nouvelles mines de minerai de fer.
- (16) L'extension devra également être encouragée à l'entreprise sidérurgique Delta (2^e phase 2 million tonnes) et la capacité supplémentaire de 5 millions de tonnes seront nécessaires à partir d'une nouvelle usine (potentiellement à décoller en 2019) pour atteindre l'objectif de production locale souhaité de 12,2 millions de tonnes.
- (17) Une capacité supplémentaire de production d'acier doit être conçue pour arriver à une combinaison optimale de produits d'acier primaire 5% longs (tiges et barres d'acier de

construction, des bandes plates, petites taille le – formes et des petit tubes ronds et carres) et appartements de 50% (feuilles et plaques) être conçus pour utiliser la technologie COREX qui est fiable et fait usage de disponible localement non-cuisson a gaz.

- (18) Les solutions doivent être obtenues auprès du constructeur d'origine de l'acier Ajaokuta Société anonyme et le Nigeria fer société minière de minerai pour des problèmes techniques.
- (19) Une approche révisée du sourçage des matières premières est également nécessaire étant donné la forte concurrence pour le calcaire et de charbon fournies par l'industrie du ciment et de l'entérinement pair centrales électriques au charbon.
- (20) Une programme de main –d'œuvre intensive de développement est recommandée pour garantir l'approvisionnement du personnel de qualité, tout en offrant un avantage du travail à faible coût pour le secteur émergent.
- (21) Pour assurer la mise en œuvre réussie du plan stratégique pour le secteur tel que décret dans ce groupe de travail recommande que de mise en œuvre d'un comité spéciale avec responsabilité de suivi de la mise en œuvre de la vision 2020 tout le programme, être constituée. Ce comité devra travailler en collaboration avec la commission de planification nationale.
- (22) Itères devraient avoir accès sécurisée et individuel ou des droits à la terre.
- (23) Il y a nécessité de faire progresser la production de bétail au Nigeria
- (24) La plupart des nouvelles découvertes et des produits de la biotechnologie trouveront leurs plus grands marchés dans les pays en développement où le potentiel d'amélioration de la productivité agricole et de la santé est le plus grand.
- (25) La production animale est un multiple, tricotée Entreprise de capital exigeant, les ressources humaines et d'animaux pour créer de la richesse et créer des emplois pour les citoyens de la nation.

- (26) Le Nigeria devrait augmenter sa génération de revenus par la création d'un nouveau régime qui permettra aux gouvernements locaux de générer des revenus.
- 27) La nécessité pour le Nigeria de puiser dans l'industrie de la pêche comme une partie de la génération de revenus.
- (28) Les droits des peuples et des nations à la souveraineté permanente sur leurs richesses et ressources naturelles doit être exercé dans l'intérêt de leur développement doit être exercé d'un intérêt de leur développement national et du bien-être des gens de l'Etat concerné.
- (29) Chaque Etat dans la République fédérale du Nigeria être permise par la loi de contrôler ses ressources.
- (30) Abrogation et l'abrogation de toutes les lois que exproprient les droits des gens à contrôler leur ressources.
- (31) L'interdiction de torchage du gaz dans le Delta du Nigeria complètement.
- (32) Le gouvernement fédéral incarné par monsieur le président devrait se conformer à la loi sur NNDC, 2000 en payant intégralement son allocation légale de 15% y compris tous les arriérés depuis juillet 2000.
- (33) Les compagnies pétrolières multinationales devraient être faites pour payer leur légal 3%, y compris tous les arriérés sans délai
- (34) La NNDC être contraint comme une priorité de fournir tous les riverains oléagineuses communautés dans le sud-sud avec la lumière, l'eau potable, de bonnes routes et hôpital.

- (35) En attendant la réalisation du contrôle des ressources, le pourcentage de dérivation devrait être augmenté, passant de la 13% dérisoire à 50% comme il était dans le commencement du projet Lignards.
- (36) Monsieur le président et l'Assemblée nationale devraient être priés d'adopter une formule de nouveaux revenus pour le Nigeria qu'ils lamentablement ont échoué à faire depuis le 29 mai 1999, lorsque la constitution est entrée en vigueur.
- (37) Les compagnies pétrolières multinationales être contraintes par la loi à employer nos jeunes du sud – sud dans la main d'œuvre qualifiée et non qualifiée en particulier celles opérant dans les communautés productrices de pétrole riveraines, comme le pétrole Nigeria et le développement teneur en gaz industrie Loi de 2010, n'est pas assez complet à cet aspect.
- (38) Le Projet de Loi de l'industrie du pétrole, qui est toujours en unité de soins intensifs de la chambre Législative, devrait être modifié pour tenir compte des communautés d'accueil en tant que propriétaire de la terre ou
- les affaires de pétrole est effectuée sous réserve des lois existantes.
- (39) La dichotomie entre les recettes on shore et offshore doivent être totalement, complètement et définitivement abolies parce que le confinement de 200 isobathes profondeur que l'encouragement que cela puisse paraître, est encore loin du plateau continental.
- (40) Comme une administration qui professe la primauté du droit, nous exigeons l'expunction immédiate du compte du pétrole brut excédentaire.
- (41) Mettre à jour et de rendre plus strictes, les lois régissant pollution de l'environnement de l'exploration pétrolière et de gaz au Nigeria.
- (42) Mise en œuvre intégrale du rapport Ledum Mitée comite sur le Delta du Nigeria.
- (43) Compte tenu de la richesse du Nigeria dans la bio-diversité et l'agent de bio – culturelle des connaissances, des mesures urgentes sont nécessaires pour réviser les lois sur les DPI et de l'ordre institutions d'exploiter et de Protéger ces ressources naturelles nationales.

- (44) Etats dont un ressortissant de poisson en haute mer doit prendre ou a coopérer avec d'autres Etats a prendre des mesures de conservation pour les stocks. Ils doivent également établir une organisation régionale de gestion des pêches a cette fin.
- (45) Les efforts de pêche devrait en rapport avec la capacité de reproduction et l'utilisation durable des ressources halieutiques.
- (46) Il convient de construire de stock grâce a une reprise durable ou la restauration des stocks.
- (47) La pollution par les activités de pêche et des sources externes pour l'environnement aquatique doit être minimises.
- (48) Décision de la pêche devraient être fondées sur
des preuves scientifiques disponibles et de telles discisions devraient en permanence être révisées ou abolies a la lumière de nouvelles informations.
- (49) Les résultats des recherches devraient être mis a la disposition des parties intéresser, y compris l'organisation régional de gestion des pêches.
- (50) Il devrait y avoir accord de coopération grâce a une gestion régionale des pêches organisations
- (51) Il devrait y avoir révision urgente de la loi sur les pêches de la mer.
- (52) L'exploitation du large des cotes qui est au – delà de 50 miles nautiques doivent être encourages.
- (53) Il devrait y avoir une intégration des principes environnementaux contemporains dans les mesures de conservation et de gestion.

- (54) La capacité de la FDF pour surveiller, et placer une surveillance adéquate sur la zone maritime de nation devrait être renforcée.
- (55) Leur drapeau et les responsabilités de post sur les pêches devraient être transfert de l'administration maritime Nigériane et l'Agence de sécurité pour le FDF ou établi mécanisme ad
Adéquat de coopération entre les deux organismes gouvernementaux.
- (56) Il devrait y avoir un contrôle strict du développement côtier grâce a l'utilisation de EIA
- (57) Le Nigeria devrait encourager gestion des pêches maritimes qui se fonde sur une science solide, sans nécessairement ignorer la connaissance traditionnelle et de la technologie de la pêche.
- 58) Il devrait y avoir de la bonne gouvernance visant a réduire le niveau de pauvreté dans le pays.
- (59) Afin de réalises le développement durable des ressources halieutiques dans les eaux internationales, on doit faire face a la répartition géographique des problèmes de surpêche et change climatiques.
- (60) Les ressources du peuple doit être contrôle par le peuple et les laisser payer de l'impôt sur les divers paliers de gouvernement et le gouvernement devrait se préoccuper de la création et de maintenir un environnement propice a l'entreprise robuste.